

Ordonnance fixant le tarif pour la fourniture de la courbe de charge

du 9 février 2012 (Etat le 1^{er} janvier 2015)

(TVA non comprise)

Le Conseil municipal, sur la base du droit supérieur (Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité OApEI) et du règlement sur l'acheminement et la fourniture électrique (RAFEI) accepté par le Conseil de Ville du 23 juin 2008,

arrête :

Art. 1. Tarif Fourniture de la courbe de charge

- 1 Ce tarif est applicable à la fourniture de la courbe de charge « Electricité » par quart d'heure avec transmission automatique des données, conformément aux exigences de la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) du 23 mars 2007.
- 2 Un consommateur final faisant valoir son droit d'accès au réseau ou un producteur dont la puissance raccordée est supérieure à 30 kVA devra s'acquitter d'un forfait mensuel, trimestriel ou annuel, afin d'obtenir les données de mesure télérelevées et validées par le Service de l'Electricité de Moutier (traitement des mesures, préparation et livraison des données).
- 3 Le tarif de cette prestation obligatoire pour les consommateurs et producteurs décrits sous l'alinéa 2 est facturé par point de mesure à hauteur de :

600.00 CHF/an, soit 50.00 CHF/mois

- 4 Les clients restant aux tarifs régulés qui souhaitent bénéficier de cette prestation dans son intégralité, devront également s'acquitter du même forfait.

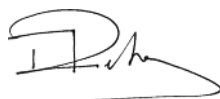
Art. 2. Entrée en vigueur

Le tarif ci-dessus voté par le Conseil municipal dans sa séance du 2 septembre 2014 entre en vigueur dès le 1^{er} janvier 2015.

AU NOM DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Président :

Le Chancelier



M. ZUBER



C. VAQUIN

CERTIFICAT DE DEPOT

Le Chancelier municipal soussigné certifie que **l'ordonnance fixant le tarif pour la fourniture de la courbe de charge** a été déposée, officiellement par l'organe compétent, du 27 septembre au 28 octobre 2017. La décision a également été publiée dans la Feuille officielle d'avis du district de Moutier du 27 septembre 2017.

Aucune opposition ne nous est parvenue et aucune plainte n'a été déposée dans le délai de trente jours suivant la décision du Conseil municipal.

Cette nouvelle ordonnance entre en vigueur au **1^{er} janvier 2018**.

Moutier, le 30 octobre 2017

MUNICIPALITE DE MOUTIER

Le Chancelier municipal :



C. VAQUIN